

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 133

**3^{ème} trimestre 2007
(décembre 2007)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. Risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

Conjoncture financière et bancaire

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

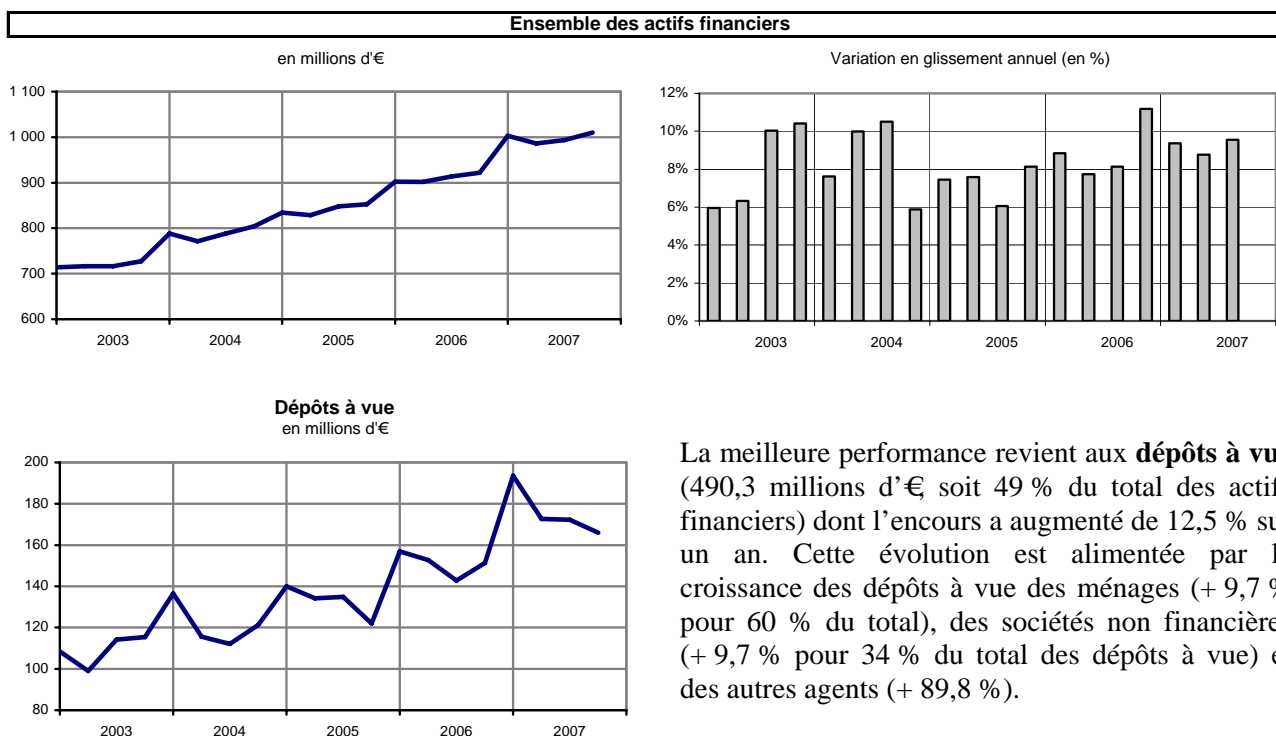
Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

¹ Le seuil des déclarations s'élève à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 9,6 % sur un an...

Au 30 septembre 2007, l'encours global des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 010,0 millions d'€ et affiche une progression de 9,6 % sur un an, soit un rythme de croissance légèrement supérieur par rapport à celui observé au 30 septembre 2006 (+ 8,1 % en glissement annuel). Cependant, l'opinion des dirigeants des établissements bancaires en matière de collecte des dépôts est moins optimiste pour le 1^{er} trimestre 2008.



La meilleure performance revient aux **dépôts à vue** (490,3 millions d'€ soit 49 % du total des actifs financiers) dont l'encours a augmenté de 12,5 % sur un an. Cette évolution est alimentée par la croissance des dépôts à vue des ménages (+ 9,7 % pour 60 % du total), des sociétés non financières (+ 9,7 % pour 34 % du total des dépôts à vue) et des autres agents (+ 89,8 %).

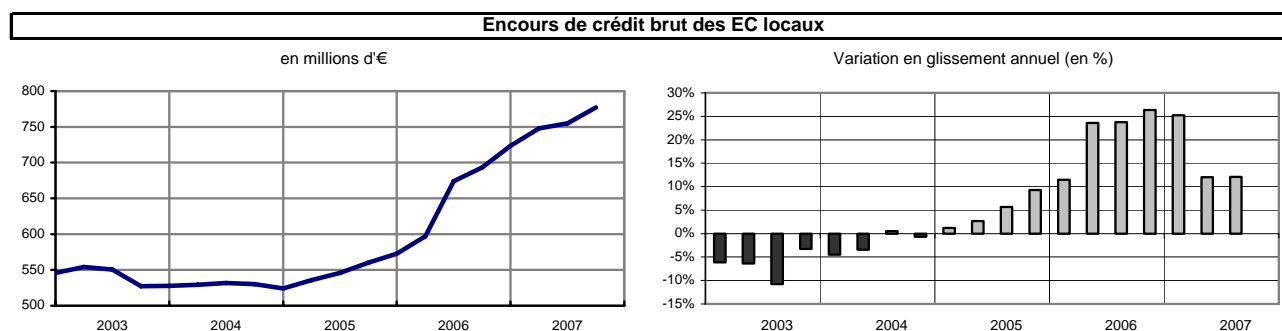
Sur un an, l'**encours des placements liquides** enregistre une progression de 8,6 % en glissement annuel et s'établit à 325,9 millions d'€ à fin septembre 2007. Cette croissance est liée à la bonne orientation des **placements indexés sur le taux du marché monétaire** (soit 33 % du total des placements liquides, à + 12,2 %) et, dans une moindre mesure, des **comptes d'épargne à régime spécial** (67 % du total, à + 6,9 %). La croissance des placements indexés sur le taux du marché monétaire s'explique principalement par la bonne performance des OPCVM monétaires (+ 48,0 % contre - 6,9 % fin septembre 2006), en raison des hausses successives des taux directeurs de la banque centrale européenne. Par ailleurs, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial observée au 3^{ème} trimestre 2007 s'explique plus particulièrement par la hausse des livrets A (+ 7,8 % contre + 6,8 % l'année dernière) et celle des livrets ordinaires (+ 7,2 %, contre + 15,7 % à fin septembre 2007). Enfin, les comptes d'épargne logement poursuivent leur orientation en terrain négatif depuis mars 2007 pour s'établir à 24,7 millions d'€

L'encours total de l'**épargne à long terme**, qui représente 19 % du total des actifs financiers, repasse en terrain positif et affiche une progression annuelle de 4,2 %. Il atteint un total de 193,8 millions d'€ au 30 septembre 2007. Les ménages (96 % du total) contribuent pour l'essentiel à l'évolution observée avec une croissance de + 6,1 % sur un an. Les autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) bénéficient toujours d'une croissance soutenue (+ 30,5 %, à 64,9 millions d'€). De plus, les portefeuilles titres enregistrent une hausse en ralentissement par rapport à l'année dernière (+ 6,6 % contre + 29,0 %) en raison de la volatilité retrouvée, sur les marchés financiers. L'encours des plans d'épargne logement (- 5,9 % sur un an) maintient son orientation baissière amorcée début 2006.

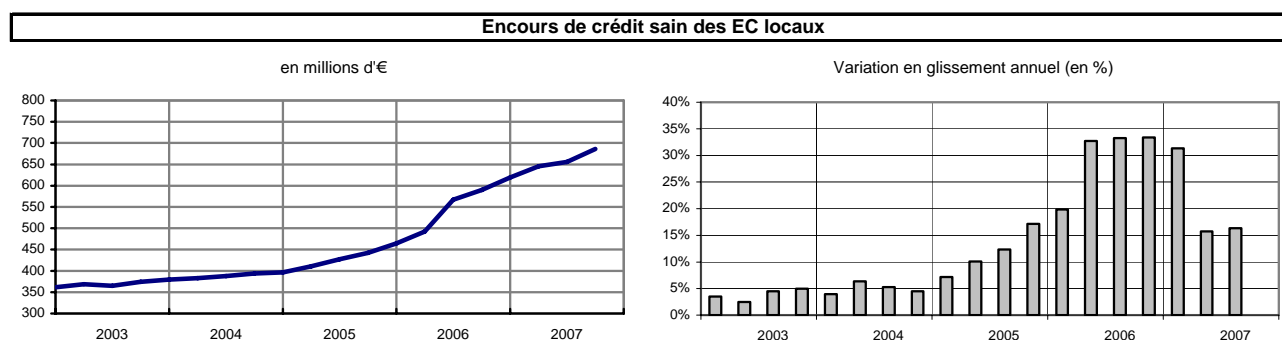
Conjoncture financière et bancaire

Le marché du crédit reste bien orienté au 30 septembre 2007, l'**encours global de crédit** atteignant 1819,1 millions d'€ en hausse de 8,0 % sur un an. L'**encours sain** progresse plus vivement (+ 11,1 % en glissement annuel) pour atteindre un encours de 1 706,1 millions d'€ Cette hausse a principalement concerné les établissements bancaires locaux (+ 16,4 % en glissement annuel) et, à un degré moindre, les établissements installés hors du département (+ 7,9 %). Les créances douteuses brutes accusent un repli de 24,6 % sur un an. Avec un encours total de 987,9 millions d'€, **les entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours octroyés dans le département (soit 53 % du total de l'encours sain). Leur endettement progresse de 10,9 % contre 25,3 % un an plus tôt. Cette croissance est essentiellement imputable à la hausse des crédits à l'équipement et du crédit-bail. De même, l'endettement en faveur des collectivités locales a également progressé sur un an (+ 9,5 %) atteignant 261,9 millions d'€ à fin septembre 2007. Cette évolution est principalement imputable aux crédits à l'équipement qui augmentent de 25,9 % à 258,5 millions d'€

Les établissements de crédit locaux totalisent un encours de 777,3 millions d'€ à la fin du 3^{ème} trimestre 2007...



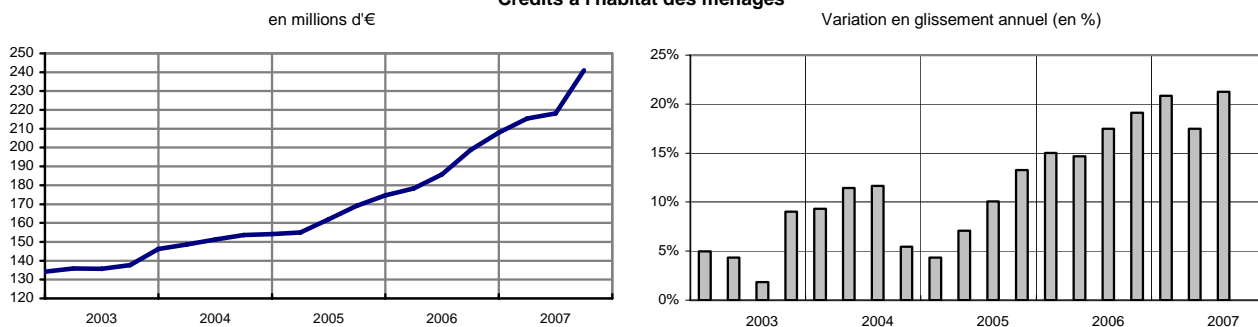
Au 30 septembre 2007, l'**encours global de crédit consenti par les établissements locaux** est en augmentation en glissement annuel de 12,1 % et s'établit à 777,3 millions d'€ L'encours des **crédits sains** progresse également mais à un rythme plus soutenu (+ 16,4 % au 30 septembre 2007, et + 4,6 % sur le trimestre), leur part dans l'encours global s'élevant à 88 % (soit + 3 points sur un an). L'encours des créances douteuses brutes a baissé de 12,0 % sur un an et de 7,8 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (11,8 %) décline ainsi de 3,2 points sur un an.



L'endettement des **ménages** progresse à un rythme soutenu (+ 16,9 % pour l'encours sain et + 15,7 % pour l'encours total) et atteint 421,4 millions d'€, soit 54 % du total des concours distribués par les établissements de crédit de la place. Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (61 % de l'encours sain) continuent de progresser (+ 21,2 %, contre + 17,5 %). En revanche, la production des crédits à la consommation affiche un taux de croissance annuelle en ralentissement (+ 8,6 %, - 4,3 % sur un trimestre). Enfin, le taux de créances douteuses brutes pour les ménages s'établit à 6,9 %, en diminution de 0,9 point.

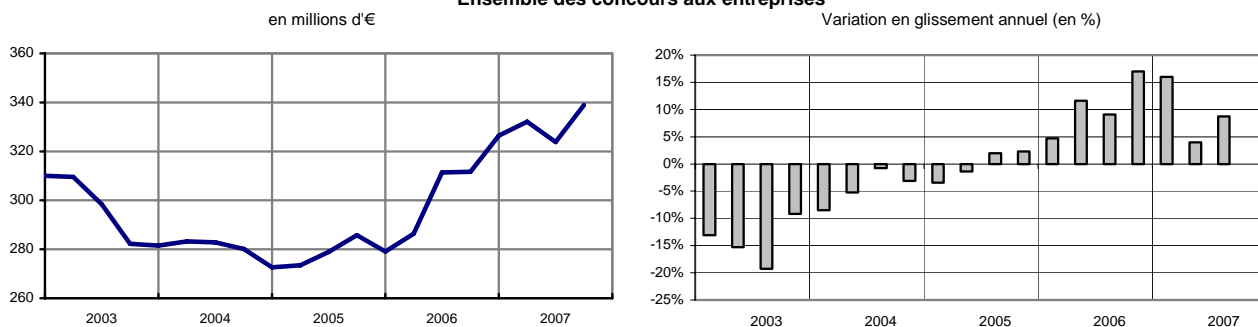
Conjoncture financière et bancaire

Crédits à l'habitat des ménages



L'encours des crédits consentis aux **entreprises** par les établissements de crédit locaux affiche un taux de croissance de 8,7 % pour s'établir à 338,9 millions d'€ à fin septembre 2007. Leur encours sain progresse également mais à un rythme plus élevé (+ 17,0 % en glissement annuel), à 276,7 millions d'€. Ces concours sont constitués à hauteur de 139,9 millions d'€ pour les **crédits d'investissement** (88 % de crédit à l'équipement et 12 % de crédit-bail) et pour 83,7 millions d'€ de crédits d'exploitation (dont 41 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 10,7 % sur un an, - 4,5 % sur le trimestre). Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises poursuit son mouvement de baisse, il s'établit à 18,4 % (- 0,4 point sur le trimestre, - 5,8 points sur un an). Enfin, les crédits immobiliers (+ 37,2 % sur un an) contribuent sensiblement à la performance globale.

Ensemble des concours aux entreprises

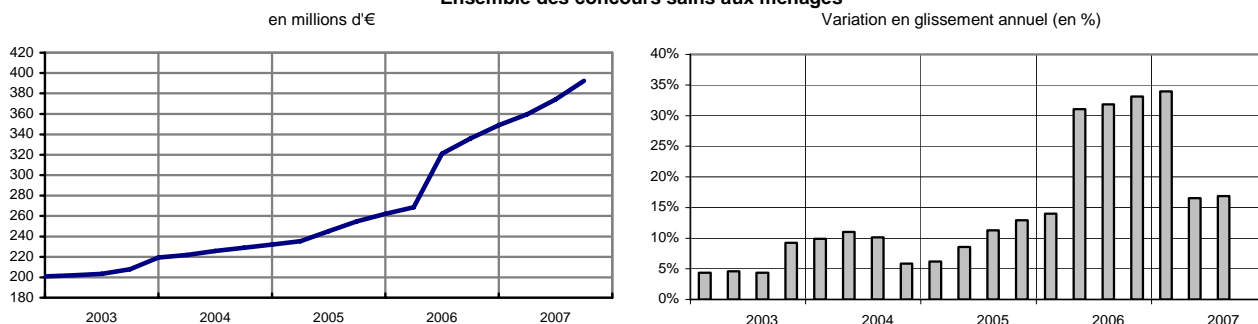


D'après le solde d'opinion sur l'évolution des crédits d'exploitation aux entreprises au 1^{er} trimestre 2008, la production devrait repartir de l'avant, après le tassement observé en fin d'année. Les perspectives concernant l'évolution des crédits à l'équipement sont en ralentissement au 4^{ème} trimestre 2007 et semblent se stabiliser au 1^{er} trimestre 2008.

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises fait ressortir un durcissement des conditions relatives aux crédits à court terme (+0,68 point) et une légère détente sur les crédits à moyen long terme (- 0,04 point). Globalement, le coût du crédit aux entreprises reste stable sur un semestre (- 0,01 point).

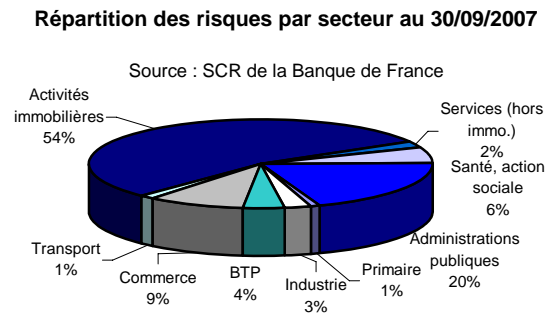
Selon les dirigeants des établissements bancaires, le marché du crédit à l'habitat des ménages enregistrerait une légère contraction au 1^{er} trimestre 2008 alors que l'opinion sur les crédits à la consommation serait en nette amélioration.

Ensemble des concours sains aux ménages



Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.

L'encours des crédits aux entreprises recensé par le service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait un total de 1 374,3 millions d'€ en hausse de 9,6 % en glissement annuel. Avec une part de 54 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 20 % du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (6 %).

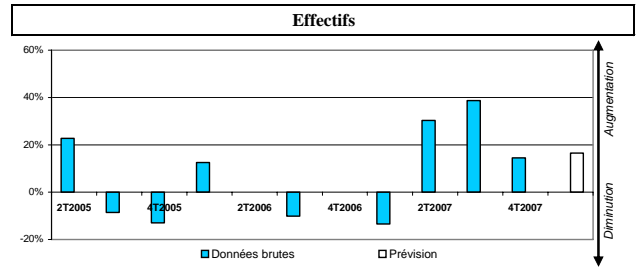
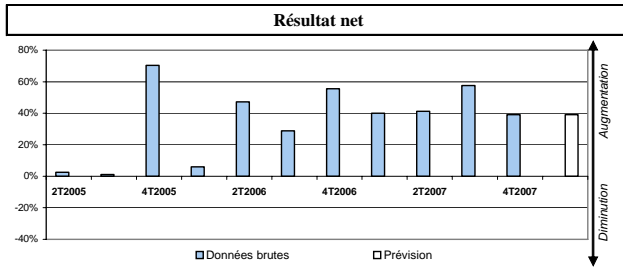
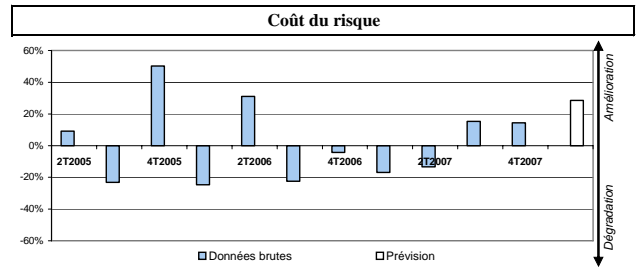
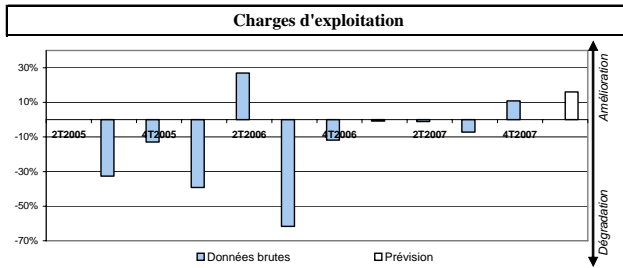
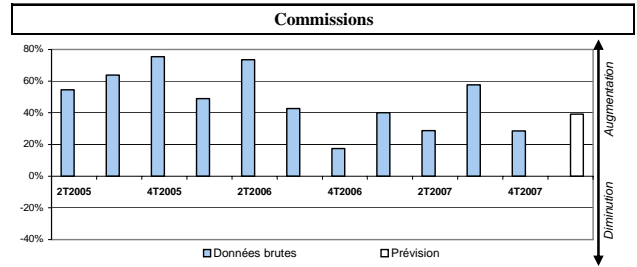
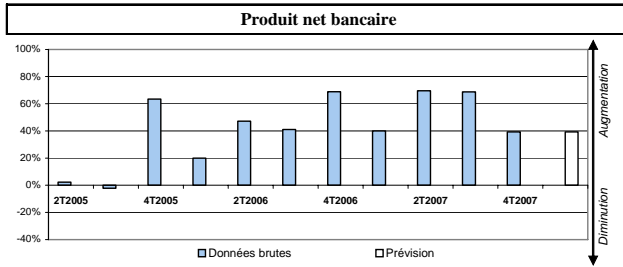
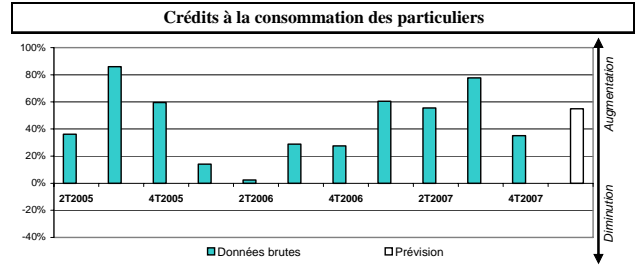
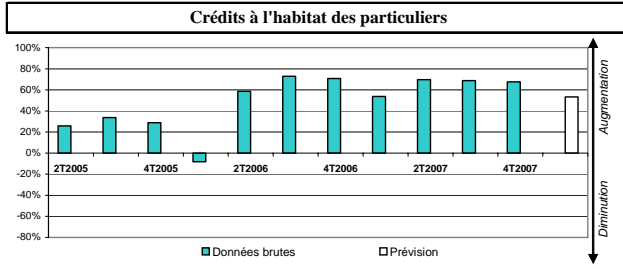
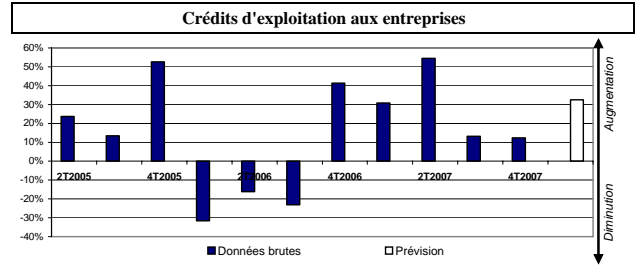
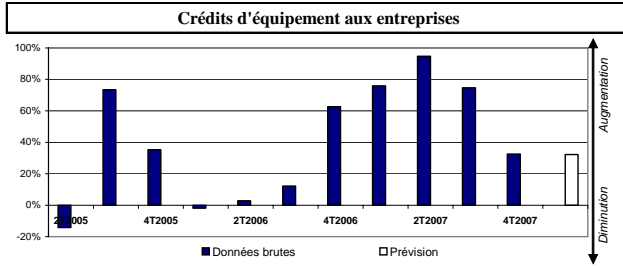
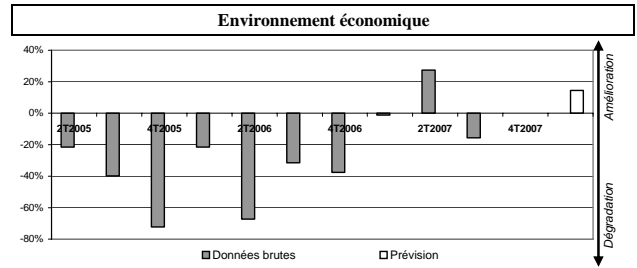
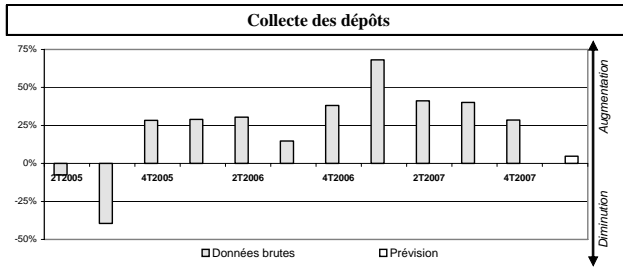


Les résultats bancaires demeurent en terrain positif...

L'opinion des dirigeants des établissements bancaires est plus réservée sur l'évolution de leur PNB que les trimestres précédents, en raison d'une légère baisse de l'activité commerciale à la fois sur les entreprises (crédits d'équipement) et les particuliers (crédits à la consommation). Les prévisions pour le trimestre à venir sont particulièrement encourageantes avec un commissionnement en amélioration et un coût du risque bien maîtrisé. L'incidence sur le résultat reste bien orientée au 4^{ème} trimestre 2007 et devrait se maintenir en début d'année 2008.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

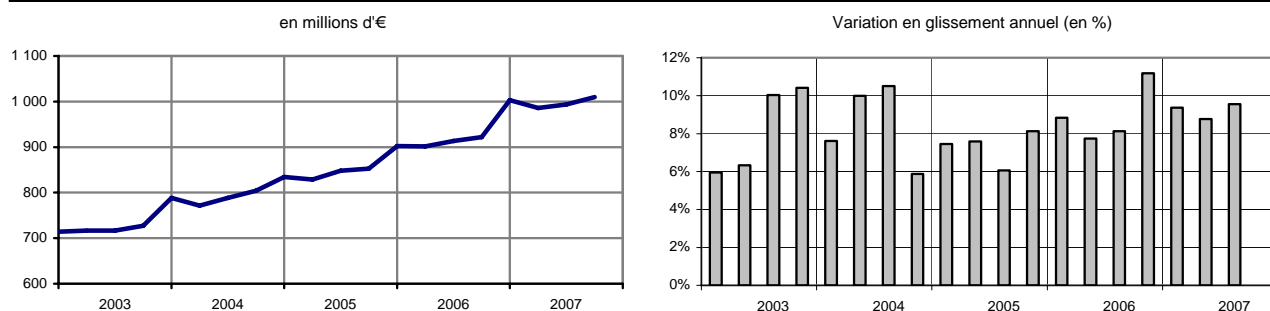
Soldes d'opinions des dirigeants



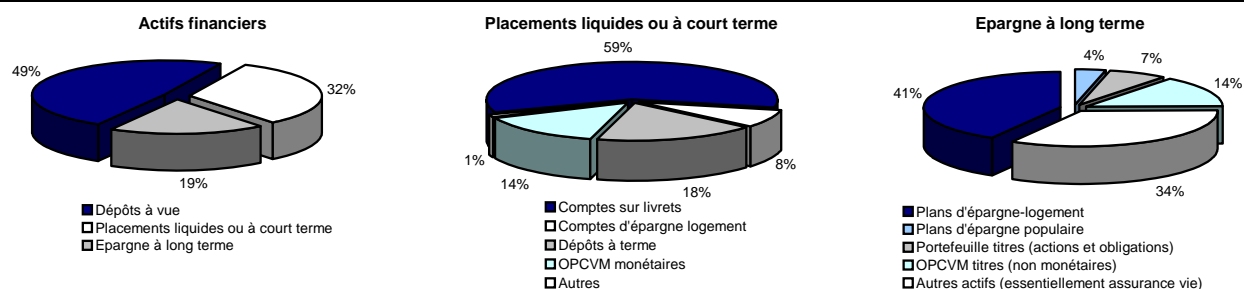
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	sept-02	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	121,8	156,8	169,7	171,2	206,7	245,0	227,7	226,7	228,1	10,4%	0,7%
Dépôts à vue	88,3	115,5	121,3	122,0	151,3	193,6	172,7	172,2	166,0	9,7%	-3,6%
Placements liquides ou à court terme	30,2	34,2	32,5	39,0	45,3	41,9	46,3	46,3	54,0	19,2%	16,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	-9,5%	14,8%
Placements indexés sur les taux de marché	30,0	34,0	32,2	38,6	44,9	41,3	46,0	46,0	53,7	19,5%	16,7%
(dt) comptes à terme	20,2	23,8	19,7	19,3	26,0	23,2	24,8	21,6	22,7	-12,7%	5,0%
(dt) OPCVM monétaires	5,9	6,7	9,5	18,7	15,4	14,8	17,4	19,5	27,3	77,3%	40,0%
(dt) certificats de dépôt	3,8	3,3	3,0	0,6	3,5	3,3	3,7	4,9	3,7	4,7%	-24,5%
Epargne à long terme	3,3	7,1	15,9	10,2	10,1	9,5	8,7	8,1	8,1	-19,2%	-0,1%
(dt) OPCVM non monétaires	3,0	6,8	14,6	9,7	9,4	9,2	8,3	7,7	7,8	-17,6%	0,6%
Ménages	529,2	555,7	612,0	650,6	694,5	731,9	730,0	737,7	748,0	7,7%	1,4%
Dépôts à vue	216,8	210,1	232,6	248,2	269,4	286,3	282,9	289,2	295,5	9,7%	2,2%
Placements liquides ou à court terme	188,1	205,1	218,0	226,7	250,3	265,4	267,3	265,9	266,9	6,6%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	149,7	164,8	174,5	184,7	201,8	206,6	212,6	216,3	215,9	7,0%	-0,2%
Livrets ordinaires	39,6	42,9	45,3	47,7	55,1	55,8	57,8	58,7	59,2	7,4%	0,7%
Livrets A et bleu	77,5	84,3	85,4	88,9	95,0	98,0	100,5	102,4	101,9	7,3%	-0,5%
Livrets jeune	0,2	0,7	0,9	1,6	4,2	4,2	4,2	4,4	4,8	12,4%	8,4%
Livrets d'épargne populaire	10,1	11,7	14,5	14,8	14,9	15,5	15,7	15,7	15,4	3,5%	-1,8%
CODEVI	4,7	5,4	6,3	6,9	7,5	8,0	9,1	9,8	10,0	32,9%	2,7%
Comptes d'épargne logement	17,6	19,9	22,1	24,8	25,1	25,1	25,3	25,3	24,7	-1,5%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	38,4	40,3	43,5	42,0	48,5	58,8	54,7	49,6	51,0	5,1%	2,8%
(dt) OPCVM monétaires	9,6	10,1	14,8	12,2	13,8	20,5	19,8	13,2	15,8	14,8%	19,7%
(dt) Comptes créditeurs à terme	28,7	30,0	28,6	29,7	34,7	38,3	34,9	36,3	35,1	1,2%	-3,3%
Epargne à long terme	124,4	140,5	161,3	175,7	174,9	180,2	179,9	182,7	185,6	6,1%	1,6%
Plans d'épargne logement	69,7	76,5	84,0	89,0	85,6	85,8	84,2	82,1	80,6	-5,9%	-1,9%
Plans d'épargne populaire	11,0	11,1	10,6	9,6	8,7	8,1	7,8	7,6	7,4	-14,9%	-2,1%
Autres comptes d'épargne	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,7	1,2	1,0	0,9	176,5%	-3,3%
Portefeuille-titre	4,7	5,7	5,8	9,2	12,0	13,6	13,5	13,9	12,9	7,5%	-7,5%
OPCVM non-monétaires	14,1	14,2	18,0	18,4	19,0	19,1	19,3	18,3	19,8	4,3%	8,1%
Contrats d'assurance-vie	24,7	32,9	42,8	49,4	49,1	52,8	54,0	59,7	64,0	30,4%	7,1%
Autres agents	10,1	15,0	22,2	30,8	20,7	26,3	28,5	29,5	33,9	63,9%	15,1%
Dépôts à vue	7,0	9,4	17,5	26,1	15,2	21,0	22,7	22,9	28,9	89,8%	25,8%
Placements liquides ou à court terme	2,9	5,4	4,6	4,6	4,4	4,2	4,7	5,4	5,0	13,6%	-7,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	-1,7%	-0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	2,9	5,1	4,0	4,1	3,7	3,4	4,0	4,7	4,3	16,8%	-8,4%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,1	0,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,0	-96,4%	-96,5%
Total actifs financiers	661,1	727,4	803,9	852,6	921,9	1003,2	986,2	993,8	1010,0	9,6%	1,6%
Dépôts à vue	312,0	334,9	371,5	396,3	435,9	500,8	478,2	484,3	490,3	12,5%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	221,2	244,8	255,1	270,3	300,0	311,5	318,4	317,6	325,9	8,6%	2,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	150,0	165,4	175,5	185,6	202,9	207,9	213,7	217,4	217,0	6,9%	-0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	71,3	79,3	79,6	84,7	97,1	103,6	104,7	100,2	108,9	12,2%	8,7%
Epargne à long terme	127,8	147,8	177,3	186,0	186,0	190,8	189,7	191,9	193,8	4,2%	1,0%

Ensemble des actifs financiers



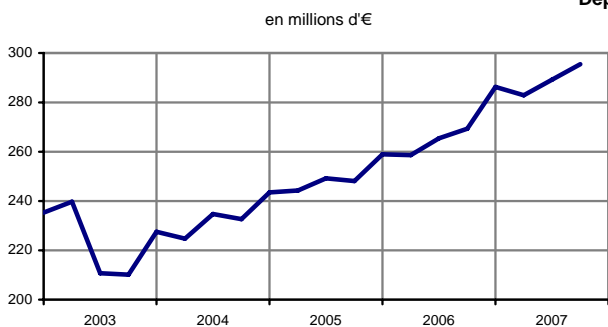
Structure des actifs financiers par nature



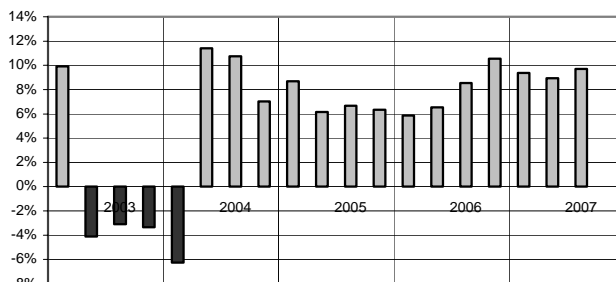
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

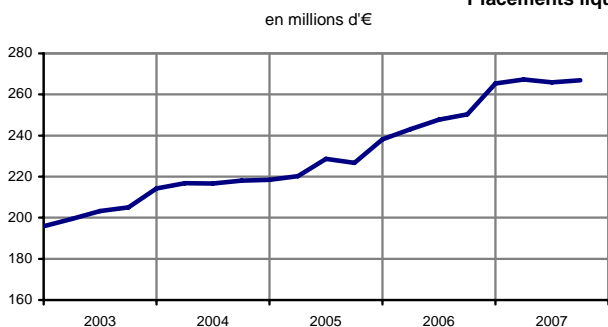
Dépôts à vue



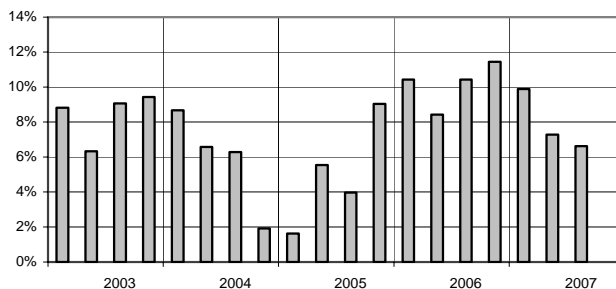
Variation en glissement annuel (en %)



Placements liquides ou à court terme



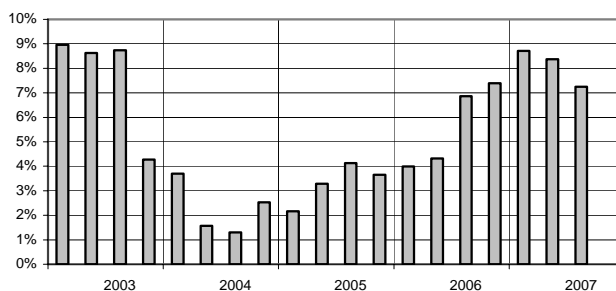
Variation en glissement annuel (en %)



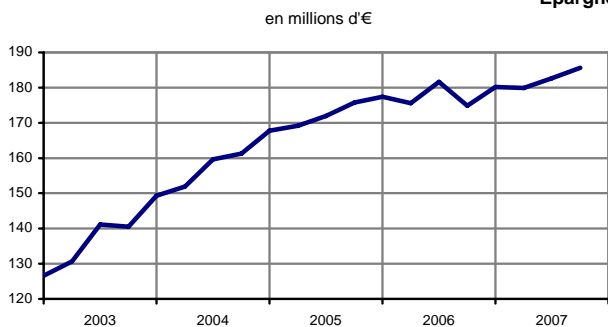
Livrets A et bleu



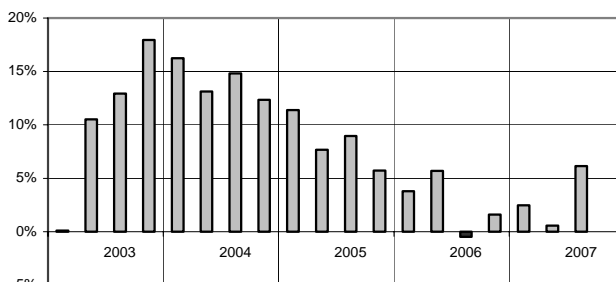
Variation en glissement annuel (en %)



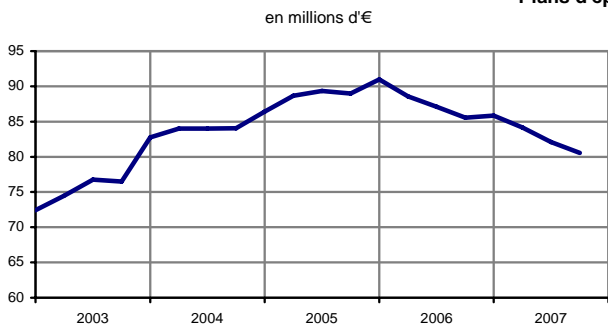
Epargne à long terme



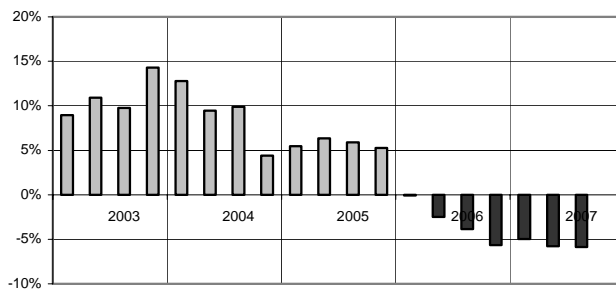
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



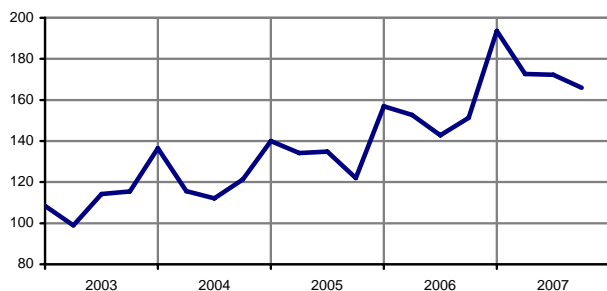
Variation en glissement annuel (en %)



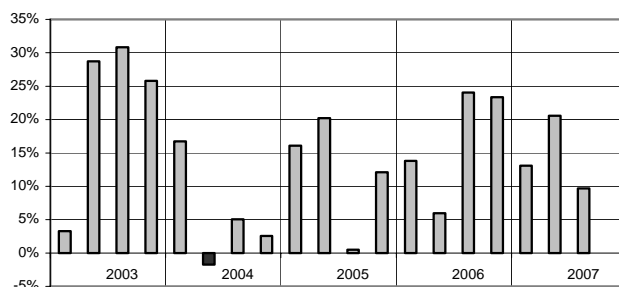
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue
en millions d'€

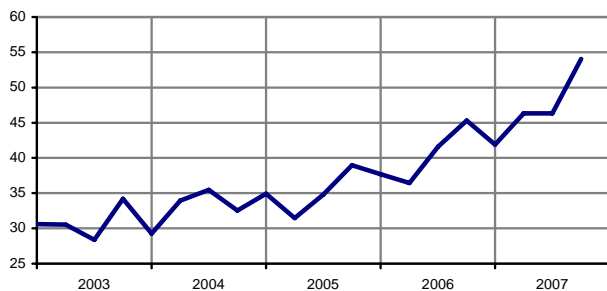


Variation en glissement annuel (en %)

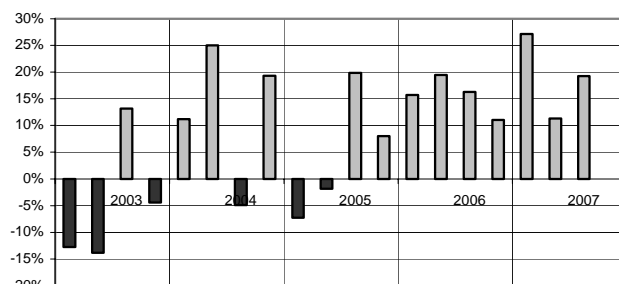


en millions d'€

Placements liquides ou à court terme

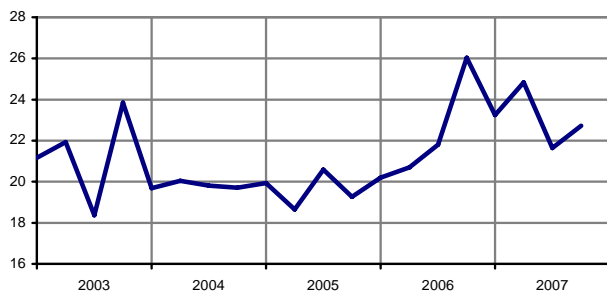


Variation en glissement annuel (en %)

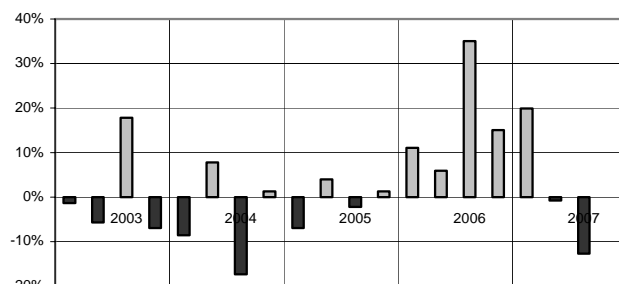


en millions d'€

Dépôts à terme

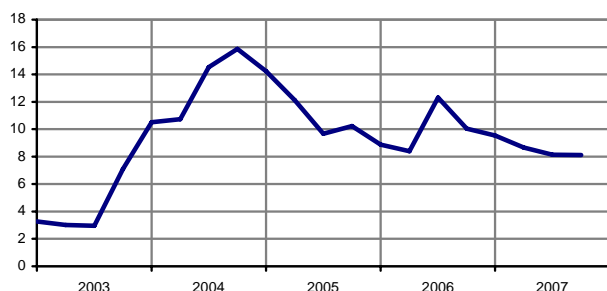


Variation en glissement annuel (en %)

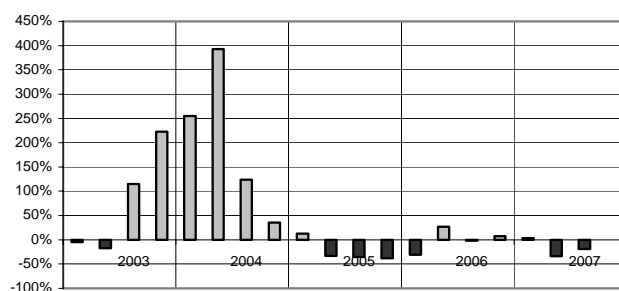


en millions d'€

Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



Conjoncture financière et bancaire

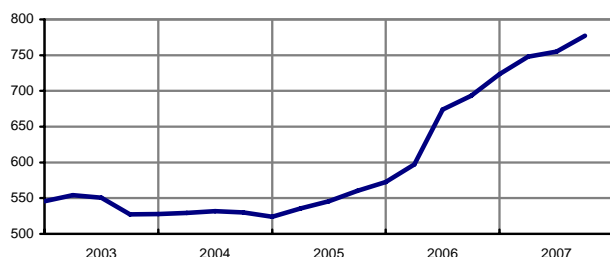
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

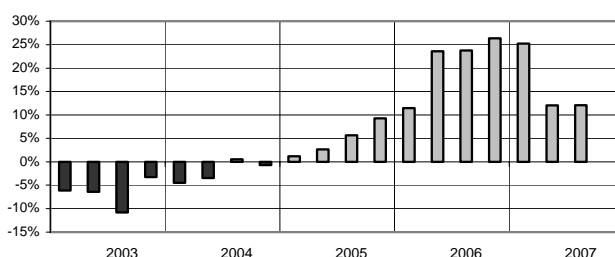
	Montants en millions d'€									Variations	
	sept-02	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	36,9	43,6	46,1	49,9	72,8	74,6	83,4	80,0	83,7	15,0%	4,6%
Créances commerciales	5,5	6,5	6,3	7,5	5,8	7,0	7,8	8,6	6,1	5,5%	-28,5%
Crédits de trésorerie	14,9	13,6	16,6	17,3	35,8	37,1	41,1	35,3	43,1	20,4%	22,0%
Comptes ordinaires débiteurs	16,5	23,5	23,2	25,2	31,1	30,5	34,5	36,1	34,5	10,7%	-4,5%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	83,4	80,9	84,3	88,7	102,2	108,1	136,3	133,9	139,9	36,9%	4,4%
Crédits à l'équipement	81,6	75,6	76,6	77,8	83,8	89,4	118,6	118,4	122,9	46,7%	3,8%
Crédit-bail	1,8	5,3	7,7	10,9	18,4	18,8	17,6	15,5	16,9	-8,0%	9,5%
Crédits à l'habitat	11,9	16,8	18,3	27,8	37,1	39,0	41,1	46,8	50,9	37,2%	8,9%
Autres crédits	14,1	15,0	10,6	16,9	24,5	26,6	2,6	2,3	2,2	-91,0%	-5,5%
Encours sain	146,3	156,4	159,4	183,3	236,5	248,4	263,3	263,0	276,7	17,0%	5,2%
Créances douteuses brutes	203,2	125,9	120,8	102,4	75,1	78,1	68,8	60,8	62,2	-17,2%	2,2%
Encours total	349,5	282,3	280,2	285,7	311,6	326,4	332,1	323,8	338,9	8,7%	4,7%
Taux de créances douteuses	63,6%	47,2%	44,5%	35,9%	24,1%	23,9%	20,7%	18,8%	18,4%	-5,8	-0,4
Ménages											
Crédits à la consommation	62,4	68,0	73,3	83,9	135,8	139,1	142,2	154,2	147,5	8,6%	-4,3%
Crédits de trésorerie	56,4	62,6	67,0	76,2	124,1	127,6	129,4	139,0	132,5	6,8%	-4,7%
Comptes ordinaires débiteurs	5,7	4,6	5,2	6,3	6,5	5,8	6,8	6,5	8,4	28,8%	28,5%
Crédit-bail	0,3	0,7	1,0	1,3	5,3	5,7	6,1	8,6	6,6	26,3%	-22,9%
Crédits à l'habitat	135,2	137,7	153,7	169,2	198,7	208,0	215,4	218,1	240,9	21,2%	10,5%
Autres crédits	1,6	2,3	2,0	1,7	1,4	1,9	2,0	2,0	4,1	198,9%	107,1%
Encours sain	199,2	207,9	229,0	254,8	335,9	348,9	359,6	374,3	392,9	16,9%	4,9%
Créances douteuses brutes	29,6	21,5	15,4	14,9	28,2	25,9	33,1	37,9	28,9	2,5%	-23,7%
Encours total	228,7	229,4	244,3	269,7	364,1	374,8	392,7	412,2	421,4	15,7%	2,3%
Taux de créances douteuses	12,9%	9,4%	6,3%	5,5%	7,7%	6,9%	8,4%	9,2%	6,9%	-0,9	-2,3
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-55,2%	-64,9%
Crédits de trésorerie	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-55,2%	-64,9%
Crédits à l'équipement	6,3	3,0	1,1	0,4	0,3	2,0	3,0	3,7	3,6	1240,9%	-1,3%
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-11,1%	-2,4%
Encours sain	6,6	3,6	1,4	0,5	0,4	2,1	3,1	3,8	3,7	853,6%	-1,9%
Créances douteuses brutes	0,4	6,0	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	-37,9%	-23,1%
Encours total	7,0	9,6	1,7	0,9	0,8	2,4	3,5	4,1	4,0	380,3%	-3,7%
Taux de créances douteuses	5,5%	62,5%	18,5%	43,8%	53,1%	14,0%	10,3%	8,6%	6,9%	-46,2	-1,7
Autres agents											
Encours sain	5,7	6,1	4,0	3,8	16,7	19,9	19,7	15,0	13,0	-22,2%	-13,4%
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	5,7	6,1	4,0	3,8	16,7	19,9	19,7	15,0	13,0	-22,2%	-13,4%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
TOTAL											
Encours sain	357,8	373,9	393,7	442,3	589,5	619,3	645,8	656,0	685,9	16,4%	4,6%
Créances douteuses brutes	233,2	153,4	136,5	117,8	103,8	104,3	102,2	99,0	91,4	-12,0%	-7,8%
Encours total	591,0	527,3	530,2	560,1	693,3	723,5	748,0	755,1	777,3	12,1%	2,9%
Taux de créances douteuses	39,5%	29,1%	25,7%	21,0%	15,0%	14,4%	13,7%	13,1%	11,8%	-3,2	-1,4
Taux de provisionnement	84,2%	79,0%	81,0%	84,3%	86,1%	85,9%	86,9%	86,5%	82,4%	-3,7	-4,1

Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

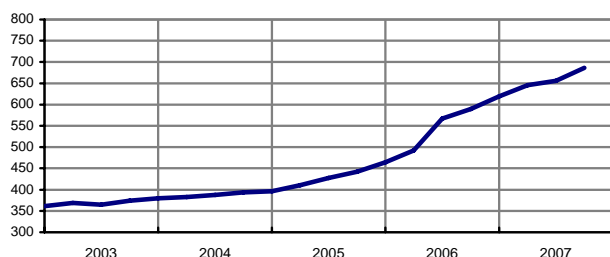


Variation en glissement annuel (en %)

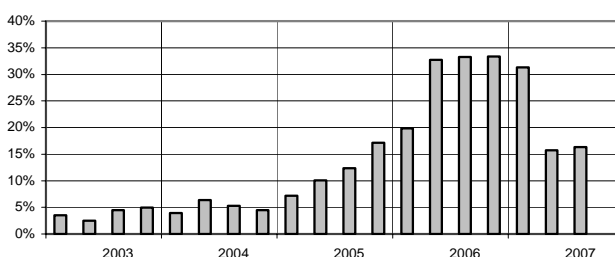


Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€

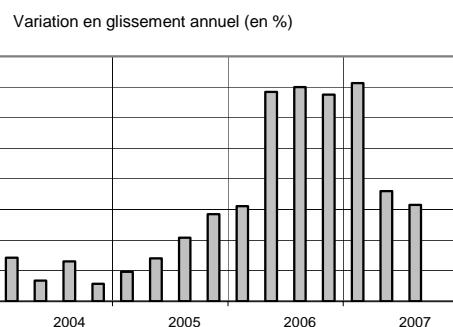


Variation en glissement annuel (en %)

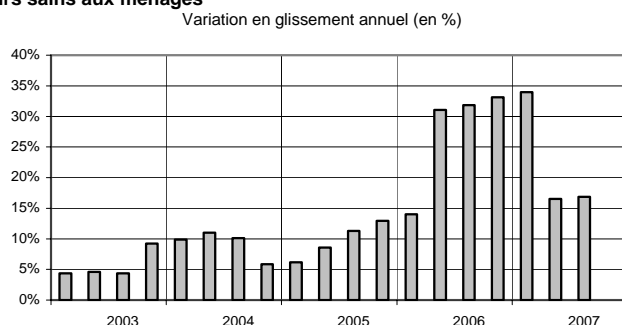
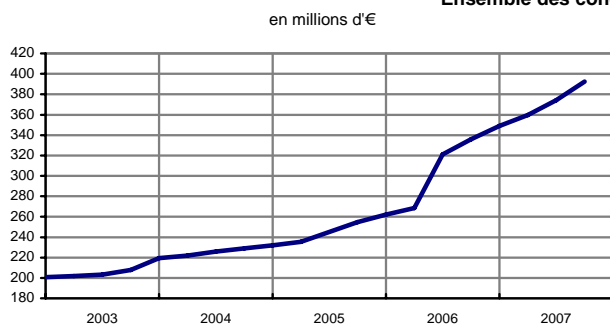


L'endettement des ménages

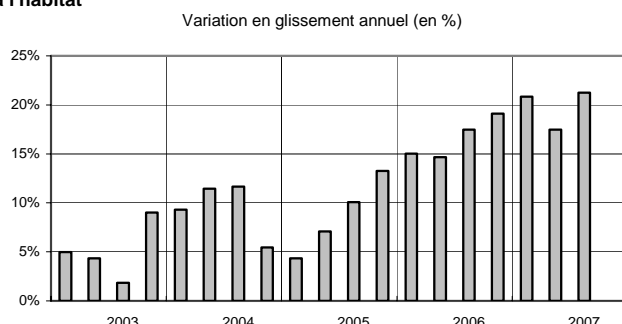
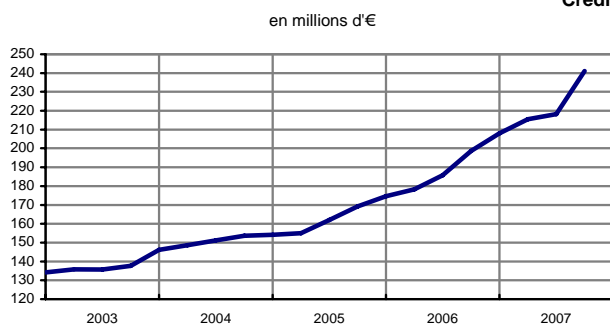
Ensemble des concours



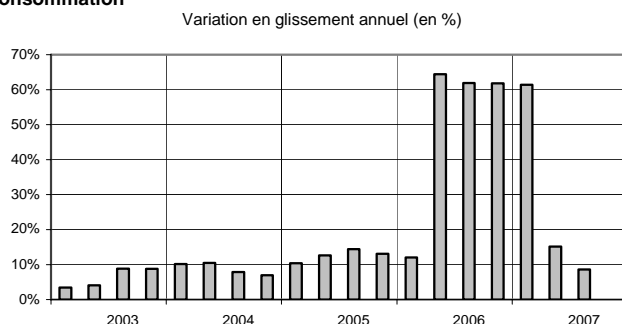
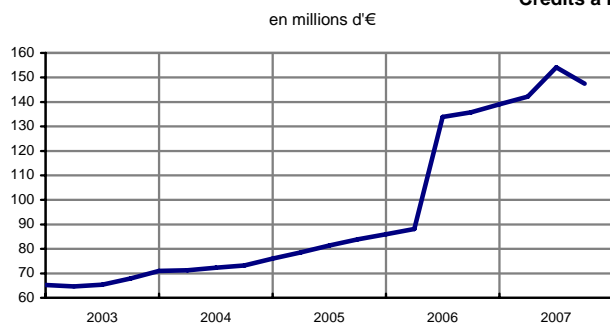
Ensemble des concours sains aux ménages



Crédits à l'habitat



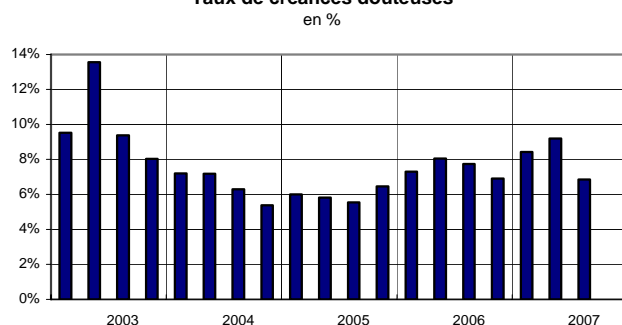
Crédits à la consommation



Créances douteuses brutes



Taux de créances douteuses

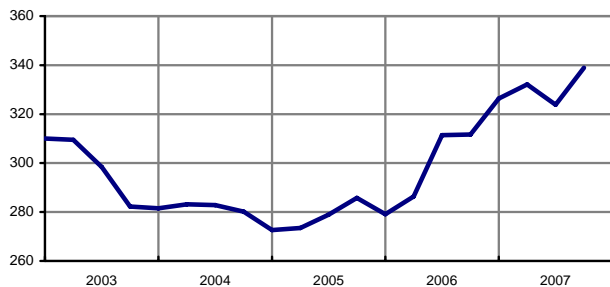


Conjoncture financière et bancaire

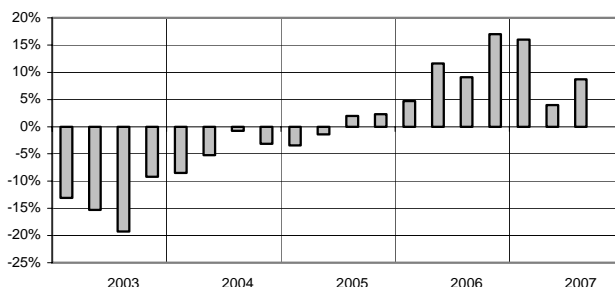
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'€

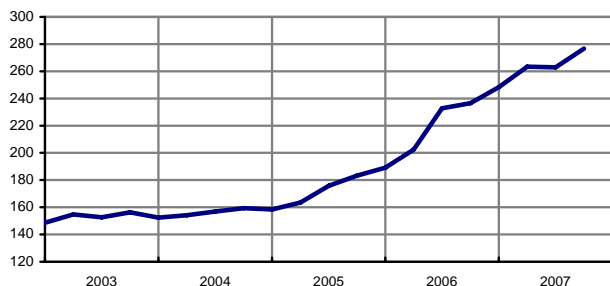


Variation en glissement annuel (en %)

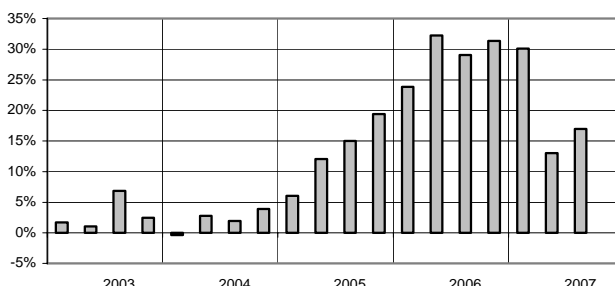


Ensemble des concours sains

en millions d'€

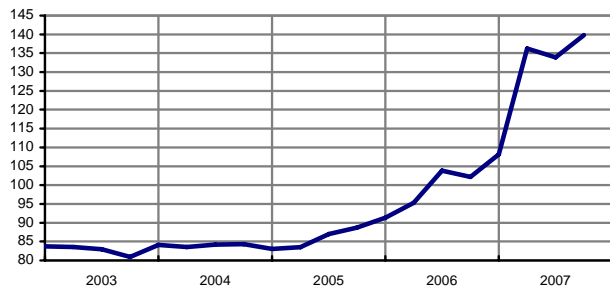


Variation en glissement annuel (en %)

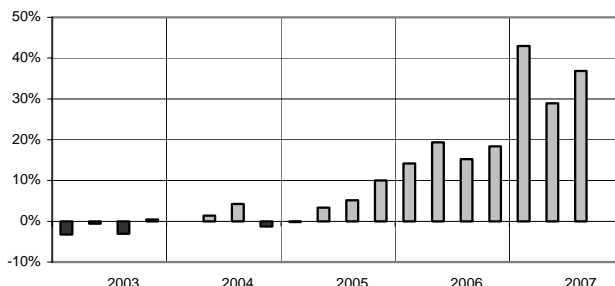


Crédits d'investissement

en millions d'€

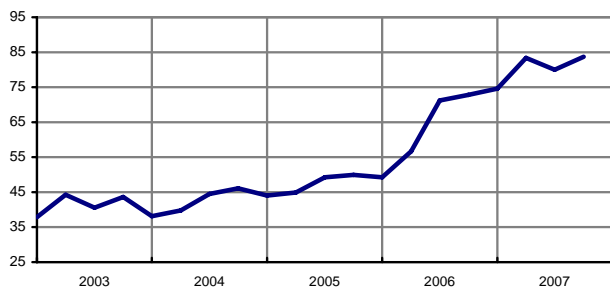


Variation en glissement annuel (en %)

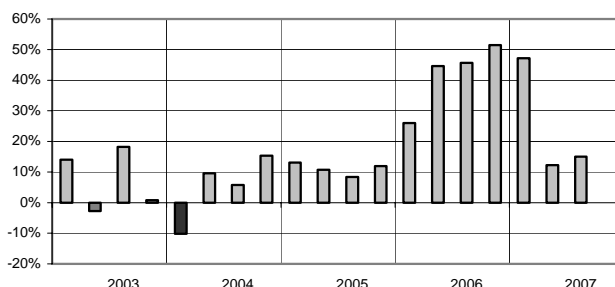


Crédits d'exploitation

en millions d'€

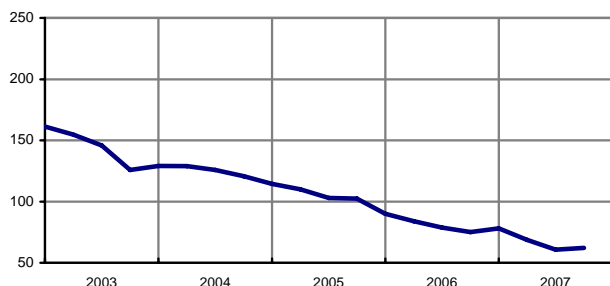


Variation en glissement annuel (en %)



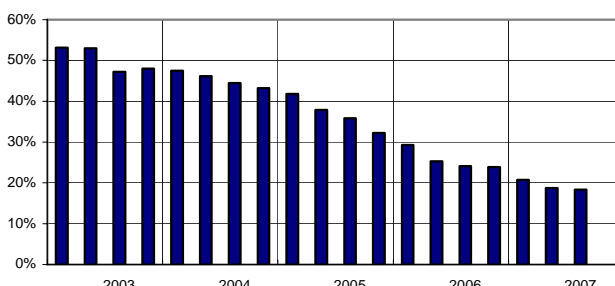
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

en %



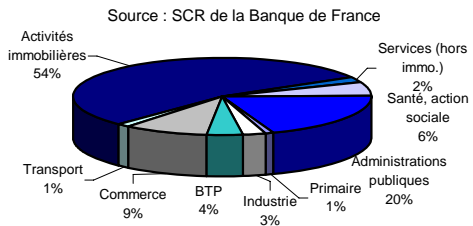
Conjoncture financière et bancaire

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

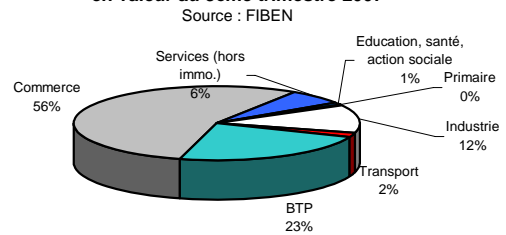
	Montants en millions d'€										Variations	
	sept-02	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	36,9	43,6	46,5	50,4	83,0	83,6	95,0	84,6	90,4	9,0%	6,9%	
Créances commerciales	5,5	6,5	6,3	7,5	12,6	12,6	14,4	9,9	10,4	-17,5%	4,5%	
Crédits de trésorerie	14,9	13,6	17,0	17,8	37,9	39,1	43,4	37,1	43,8	15,4%	17,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	16,5	23,5	23,2	25,2	32,5	31,9	37,2	37,5	36,3	11,6%	-3,3%	
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	90,8	85,6	84,8	89,2	164,1	174,6	244,0	244,6	260,7	58,8%	6,6%	
Crédits à l'équipement	88,9	80,3	77,1	78,3	117,0	127,3	178,5	182,0	195,8	67,3%	7,6%	
Crédit-bail	1,8	5,3	7,7	10,9	47,1	47,2	65,4	62,6	65,0	37,9%	3,7%	
Crédits à l'habitat	434,8	463,2	473,0	499,3	550,9	563,3	545,5	553,2	559,5	1,5%	1,1%	
Autres crédits	17,6	17,8	13,0	18,8	26,0	27,9	3,9	3,5	3,4	-87,1%	-3,6%	
Encours sain	580,0	610,2	617,3	657,7	824,0	849,3	888,3	885,9	914,0	10,9%	3,2%	
Créances douteuses brutes	180,4	134,3	133,3	115,3	106,9	109,1	99,1	71,0	73,9	-30,9%	4,1%	
Encours total	760,4	744,5	750,5	773,0	931,0	958,4	987,5	956,9	987,9	6,1%	3,2%	
Taux de créances douteuses	24,5%	18,0%	17,8%	14,9%	11,5%	11,4%	10,0%	7,4%	7,5%	-4,0	0,1	
Ménages												
Crédits à la consommation	74,2	79,6	85,1	95,7	149,8	153,7	157,1	169,9	165,0	10,1%	-2,9%	
Crédits de trésorerie	68,2	74,2	78,8	88,0	138,0	142,2	144,3	154,8	149,9	8,6%	-3,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	5,7	4,6	5,2	6,3	6,6	5,9	6,8	6,5	8,4	28,2%	29,0%	
Crédit-bail	0,3	0,7	1,0	1,3	5,3	5,7	6,1	8,6	6,6	26,3%	-22,9%	
Crédits à l'habitat	195,3	196,0	212,9	221,3	255,5	266,6	275,6	281,8	307,1	20,2%	9,0%	
Autres crédits	2,1	2,6	2,5	2,0	3,2	3,1	4,8	5,2	7,4	129,6%	41,6%	
Encours sain	271,5	278,2	300,5	319,0	408,5	423,4	437,5	457,0	479,4	17,4%	4,9%	
Créances douteuses brutes	62,3	31,2	23,7	21,9	33,4	31,2	39,1	42,7	33,7	0,7%	-21,2%	
Encours total	333,8	309,4	324,2	340,9	441,9	454,6	476,6	499,7	513,1	16,1%	2,7%	
Taux de créances douteuses	18,7%	10,1%	7,3%	6,4%	7,6%	6,9%	8,2%	8,5%	6,6%	-1,0	-2,0	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	1,4	0,3	0,3	0,1	ns	ns	
Crédits de trésorerie	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	1,4	0,2	0,2	0,1	ns	ns	
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	ns	ns	
Crédits à l'équipement	139,3	136,2	134,0	177,6	205,3	232,4	263,5	263,0	258,5	25,9%	-1,7%	
Autres crédits	29,8	27,2	24,5	27,5	33,7	38,2	4,5	3,7	3,3	-90,1%	-10,3%	
Encours sain	169,3	163,9	158,7	205,1	239,2	272,1	268,3	266,9	261,9	9,5%	-1,9%	
Créances douteuses brutes	10,3	6,1	0,5	0,9	9,4	0,3	0,4	1,1	5,5	-42,1%	402,9%	
Encours total	179,5	170,0	159,2	206,1	248,6	272,4	268,7	268,0	267,4	7,5%	-0,3%	
Taux de créances douteuses	5,7%	3,6%	0,3%	0,4%	3,8%	0,1%	0,2%	0,4%	2,0%	-1,8	1,6	
Autres agents												
Encours sain	24,4	32,9	39,5	54,2	63,4	65,2	59,6	53,7	50,8	-19,9%	-5,5%	
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	24,4	32,9	39,5	54,2	63,4	65,2	59,6	53,7	50,8	-19,9%	-5,5%	
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	
TOTAL												
Encours sain	1 045,1	1 085,3	1 115,9	1 236,0	1 535,1	1 610,0	1 653,7	1 663,6	1 706,1	11,1%	2,6%	
Créances douteuses brutes	253,0	171,6	157,5	138,2	149,8	140,6	138,7	114,7	113,0	-24,6%	-1,5%	
Encours total	1 298,1	1 256,9	1 273,4	1 374,2	1 684,9	1 750,6	1 792,3	1 778,3	1 819,1	8,0%	2,3%	
Taux de créances douteuses	19,5%	13,7%	12,4%	10,1%	8,9%	8,0%	7,7%	6,5%	6,2%	-2,7	-0,2	
Taux de provisionnement	77,7%	70,6%	70,3%	71,9%	59,7%	63,7%	64,0%	74,6%	66,6%	7,0	-8,0	

5. Risques sectoriels

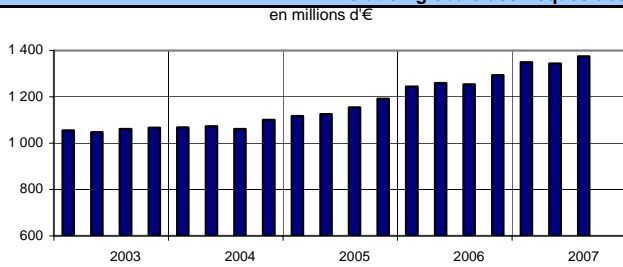
Répartition des risques par secteur au 30/09/2007



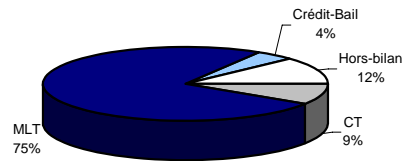
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 3ème trimestre 2007



Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

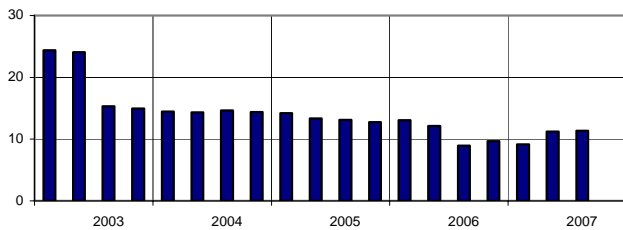


Structure en %

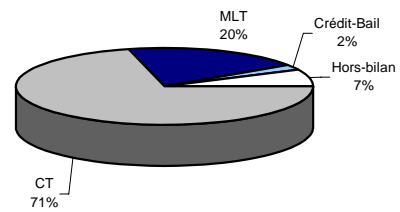


Secteur primaire

en millions d'€

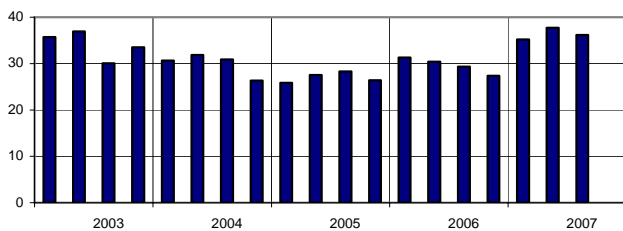


Structure en %

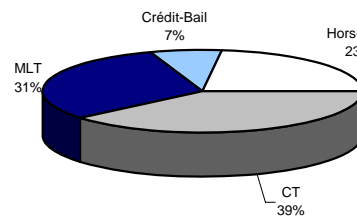


Industrie

en millions d'€

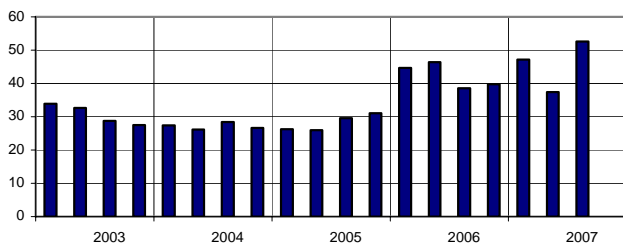


Structure en %

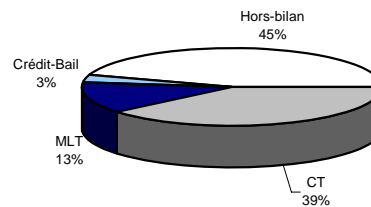


Construction

en millions d'€



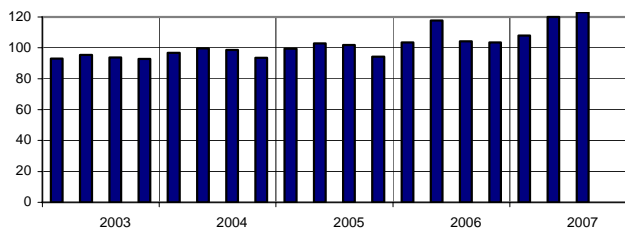
Structure en %



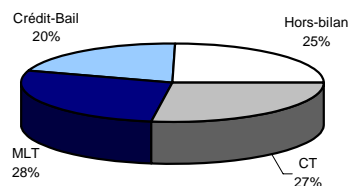
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

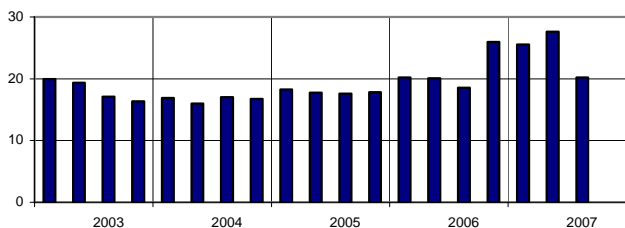


Structure en %

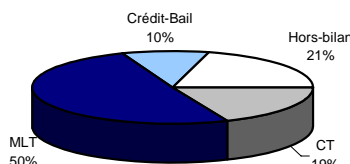


Transport

en millions d'€

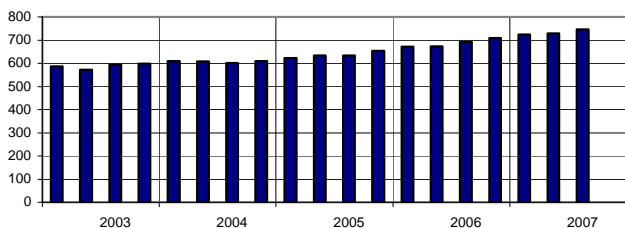


Structure en %

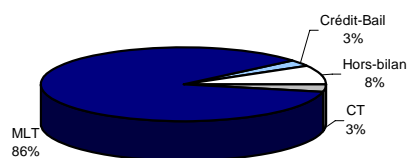


Activités immobilières

en millions d'€

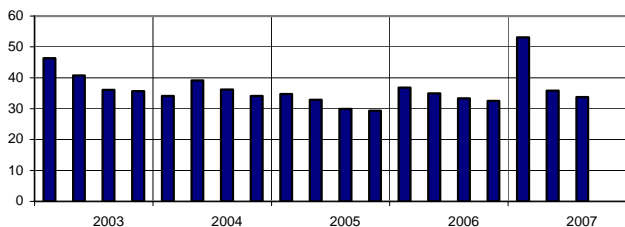


Structure en %

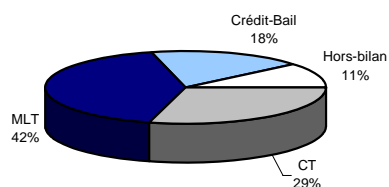


Services (hors immobilier)

en millions d'€

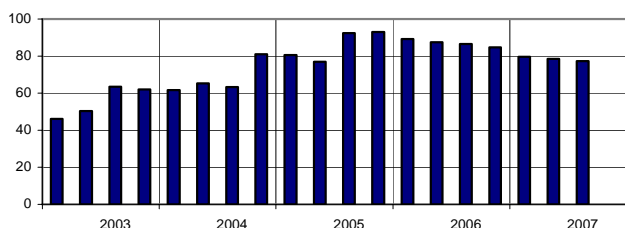


Structure en %

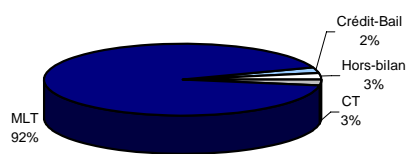


Santé, action sociale

en millions d'€

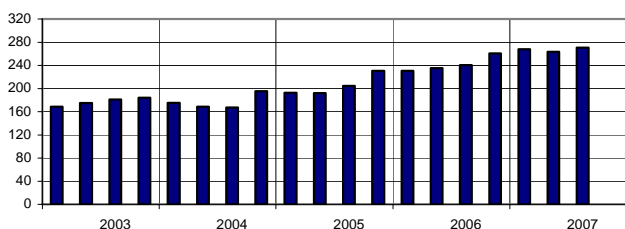


Structure en %

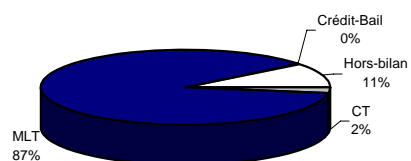


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



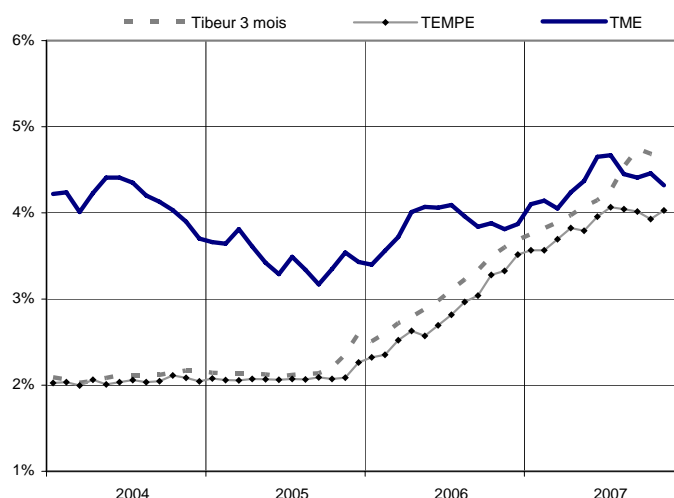
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/07)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/07)	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (16/06/07)	5,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
3,00%	3,00%	4,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,00%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%

6.2 Principaux taux de marché

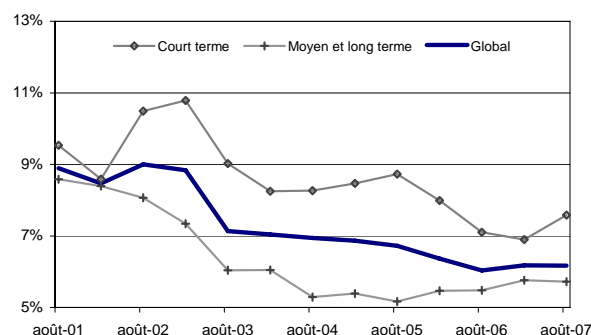


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2006	Août 2006	Fév. 2007	Août 2007	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédits à CT	7,99%	7,10%	6,90%	7,58%	0,68	0,48
Crédits à MT et LT	5,46%	5,48%	5,76%	5,72%	-0,04	0,24
ENSEMBLE	6,37%	6,03%	6,18%	6,17%	-0,01	0,14

Source : IEDOM Guyane



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période					
	3T2006	4T2006	1T2007	2T2007	3T2007	4T2007
PARTICULIERS <u>Prêts immobiliers</u> - Prêts à taux fixe - Prêts à taux variable - Prêts relais <u>Autres prêts</u> - Prêts <=1524 €(*) - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	5,99%	6,16%	6,39%	6,16%	6,41%	6,63%
	5,57%	5,73%	6,12%	5,73%	6,53%	6,72%
	5,81%	6,03%	6,21%	6,03%	6,48%	6,53%
	20,36%	20,53%	20,76%	20,53%	20,39%	20,49%
	18,20%	18,81%	19,07%	18,81%	19,85%	19,80%
	8,48%	8,53%	8,44%	8,53%	8,93%	9,04%
ENTREPRISES - Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament - Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe - Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable - Découvert en compte (**) - Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	13,97%	14,00%	14,19%	14,00%	14,48%	14,61%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Conjoncture financière et bancaire

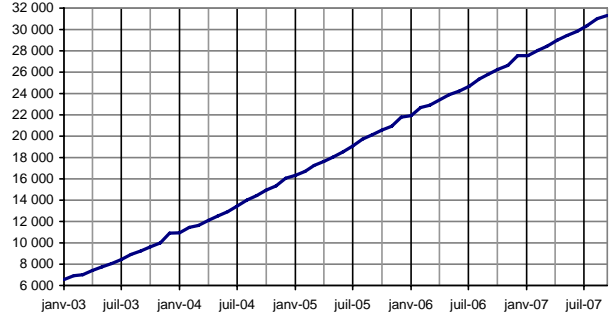
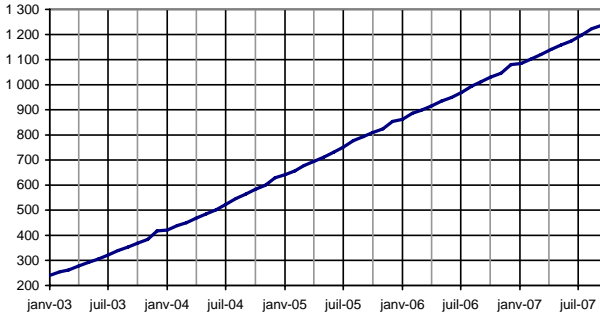
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets

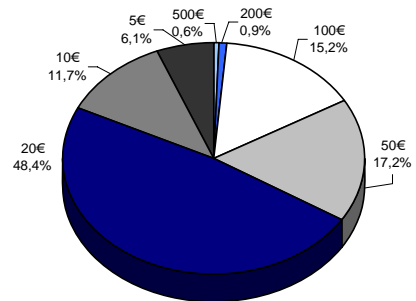
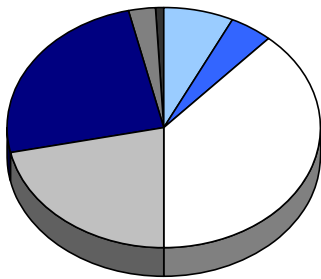
en millions d'€

en milliers d'unités



Répartition en valeur

Répartition en volume

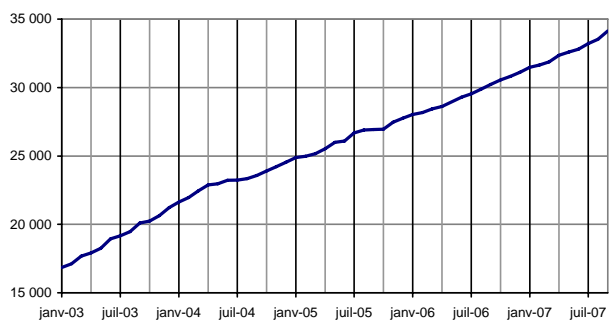
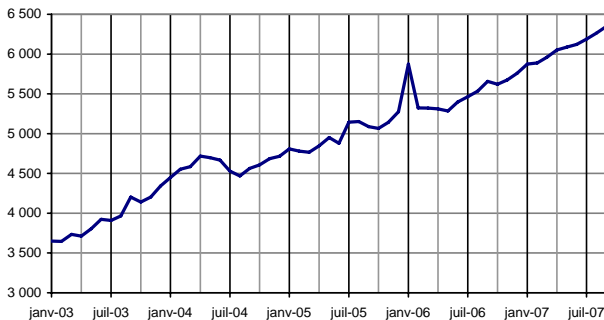


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces

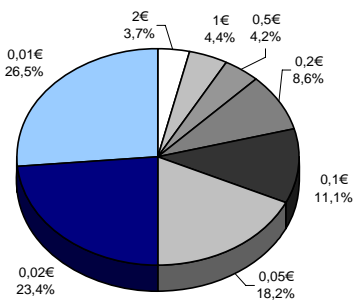
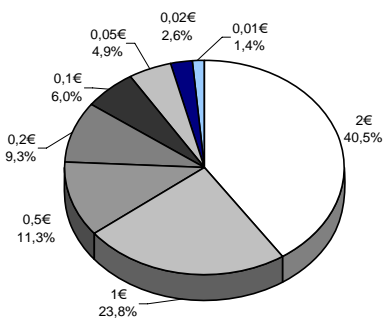
en milliers d'€

en milliers d'unités



Répartition en valeur

Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 14 Décembre 2007

Dépôt légal : 14 Décembre 2007- n° ISSN : 0296-3116